



Communiqué

**Édito**

## Stockholm+50, une nouvelle tentative d'imprégner la communauté internationale de durabilité, d'inclusion et d'action

Dans sa résolution 75/280 du 24 mai 2021, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de convoquer à Stockholm, les 2 et 3 juin 2022, une réunion internationale pour célébrer le cinquantième anniversaire de la tenue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement. Un long débat s'était tenu entre ONU Environnement et le Secrétariat général pour les célébrations de Rio+30, et Stockholm+50, le compromis fut non pas Nairobi, mais la ville où avait eu lieu le premier Sommet sur l'environnement. Pour l'anniversaire de Rio, le Brésil était exclu, d'ailleurs il n'avait pas souhaité commémorer, en rupture avec Rio, Rio+10 et Rio+20 ....

Stockholm+50 a été l'occasion de rappeler les grands principes fondateurs de la géopolitique environnementale énoncés pour la première fois en 1972. La Conférence de Stockholm avait en effet placé la question d'une gestion écologiquement rationnelle de l'environnement au rang international. On commençait alors à se préoccuper du bien-être des peuples face à une croissance économique qui s'accélérait déjà, tout comme la pollution et la crise de la biodiversité. Sur la base de ces principes, tous ont pu constater que les objectifs fixés par la succession de sommets environnementaux de ces dernières décennies, n'étaient pas atteints. Quelle est la cause de cet échec mondial et comment y remédier ?

« Une planète saine pour la prospérité de toutes et de tous – notre responsabilité, notre chance », tel était le sujet de la conférence. Pour traiter cette thématique pleinement, le sommet s'est découpé en plusieurs événements, organisés sous la forme de plénières officielles et de manifestations parallèles, proposées par différentes parties prenantes sur des thèmes divers, ainsi que des événements du centre d'action multipartite (multi-stakeholder action hub), plutôt centrés sur la mise en œuvre d'actions locales ; de plus, trois dialogues de haut niveau se sont déroulés, ayant vocation à produire des recommandations claires et concrètes sur les thématiques suivantes :

---

▸ Le programme complet est disponible ici : <https://www.stockholm50.global/fr/evenements/programme>

▸ L'ensemble des ressources issues du sommet : <https://www.stockholm50.global/resources/stockholm50-agenda-action-renewal-and-trust-outputs-and-outcomes>

- a) Dialogue de haut niveau 1 : Réfléchir au besoin urgent d'agir en faveur d'une planète saine et de la prospérité de toutes et de tous ;
- b) Dialogue de haut niveau 2 : Parvenir à un relèvement durable et inclusif après la pandémie COVID-19 ;
- c) Dialogue de haut niveau 3 : Accélérer la mise en œuvre du volet environnemental du développement durable dans le cadre de la décennie d'action et des réalisations en faveur des objectifs de développement durable (ODD).

Le Comité 21, présent pendant les deux jours, s'est particulièrement investi dans le troisième groupe de travail, en participant aux réunions préliminaires et en travaillant sur les trois messages clé, développés dans un document commun aux trois groupes [1], qui sont :

1. Le besoin de mobiliser et d'augmenter le financement pour le développement et l'environnement afin d'atteindre les ODD, les CDN, et les objectifs de biodiversité post-2020 ;
2. Le besoin de réformer et renforcer les mécanismes de gouvernance pour assurer plus de transparence, confiance et cohérence des politiques en vue de répondre efficacement à l'Agenda 2030, à la triple crise planétaire et aux besoins humains fondamentaux de tous ;
3. Le besoin urgent et impérieux de renforcer et de renouveler le multilatéralisme pour reconstruire la confiance et la solidarité, une cohérence politique plus profonde et une action collective.

Nous regrettons tout de même que ces dialogues de haut niveau n'ont pas permis de produire une « déclaration officielle Stockholm+50 » qui aurait pu alimenter le renouveau du multilatéralisme au service de l'humain et de la nature, notamment en utilisant cette période de « post crise COVID-19 » pour rebondir et entamer une véritable transition. Cette opportunité d'investir dans un futur commun était notamment mise en avant par l'ambassadrice de France pour l'environnement, Sylvie Lemmet, durant le second dialogue de haut niveau, qui appelait à la mise en œuvre de plans de relance efficaces afin d'atteindre les objectifs de l'accord de Paris. Pour cela, elle a notamment énoncé le besoin de développer des réformes et d'investir dans les infrastructures, de financer la transition énergétique, et de soutenir l'agriculture.

Les dialogues de haut niveau, tout comme les autres événements parallèles ont donc principalement mis l'accent sur le besoin de rediriger et d'augmenter les financements pour une reprise durable. Ce message principal était complété par de multiples appels à stopper les financements de nouveaux projets dans les énergies fossiles : aujourd'hui, c'est environ 11 millions de dollars [2] par minute de subventions directes et indirectes qui sont consacrés aux énergies fossiles à l'échelle internationale. Mais in fine, aucun accord n'a été signé sur ce sujet, ou sur aucun autre sujet d'ailleurs ! Pourtant, l'urgence a été rappelée tout du long du sommet et les jeunes étaient en première ligne pour appeler à une action concrète dans leur rapport sur la vision des jeunes pour un avenir durable [3].

---

[1] Stockholm + 50 Leadership Dialogues Emerging recommendations and key messages to achieve a healthy planet and prosperity for all <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/40079/S50%20Emerging%20Recommendations%20and%20Key%20Messages.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

[2] Selon une étude publiée par le Fonds Monétaire International (FMI) en septembre 2021.

[3] <https://www.stockholm50.report/charting-a-youth-vision-for-a-just-and-sustainable-future.pdf>

Le Président Emmanuel Macron, qui a transmis un message vidéo à Stockholm en plénière, partageait également comme une priorité et un « devoir de la France » de sortir des énergies fossiles en s'appuyant sur la feuille de route de sa Première Ministre en charge de la planification écologique. Il poursuivait ensuite sur le besoin de changer les comportements de l'ensemble des systèmes productifs et sur la « recherche absolue de résultats rapides qui doivent nous guider sur tous les fronts et partout sur le globe. » Il a donc repris une autre des priorités mise en avant lors de la réunion internationale : la transition de l'appareil productif vers un système durable et inclusif. À ce titre, plusieurs événements parallèles s'adressaient directement aux PME et aux petits producteurs locaux, et des recommandations appelaient à la mise en œuvre de politiques de gouvernances et de financements favorables. La place des femmes a évidemment été soulignée dans la poursuite d'une transition verte, et des appels ont également été faits pour les soutenir, au même titre que les jeunes et minorités locales.

Si les changements climatiques étaient peu sur le devant de la scène en 1972, ils sont aujourd'hui à la même place que la biodiversité et la pollution dans les inquiétudes énoncées par la triple crise planétaire qui est sur toutes les lèvres à Stockholm. A ce triptyque, s'ajoutent évidemment la crise de COVID-19 et la guerre en Ukraine. Ce contexte, constamment rappelé par les orateurs, représenterait une « opportunité » de changer notre système dysfonctionnel et de renouveler le multilatéralisme qui nous réunit. C'est ainsi que Stockholm+50 avait la grande ambition de changer notre rapport au vivant, en replaçant l'humain au cœur d'une biosphère. Ce système de valeurs peut-il passer les portes du sommet ? Ces projets n'ont pas débouché sur une déclaration qui aurait pu reconnaître le droit à un environnement sain comme nouveau principe onusien, faisant ainsi suite au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies [4] et à l'article premier du projet de Pacte Mondial pour l'Environnement qui n'a malheureusement toujours pas été adopté par l'ONU. On peut donc légitimement se questionner sur la résonance de ce nouveau système de valeurs qui a peu de chances de se disséminer dans les systèmes de gouvernance au vu de ces maigres négociations. Le call to action généralisé nous renvoyait davantage aux prochains sommets de négociations tels que les COP climat, environnement et désertification, la Conférence des Nations Unies sur les océans, le sommet du futur, etc.

La réunion internationale Stockholm+50 a été une occasion de proposer l'adoption de nouveaux accords et d'approfondir de précédents engagements : (liste non-exhaustive) respecter des 100 milliards d'euros promis aux pays en développement pour enclencher leur transition écologique, reconnaître le crime d'écocide, rediriger et accroître les financements à impacts positifs, instaurer des outils de suivi et des commissions de contrôle pour vérifier l'atteinte des objectifs fixés, sortir de la dépendance des énergies fossiles, développer des aires protégées et adopter des objectifs de biodiversité (au même titre que les Accords de Paris pour le climat), développer et partager les innovations tout en surveillant les effets rebonds qu'elles peuvent produire, réduire la fracture numérique, partager les vaccins et développer les dialogues scientifiques, changer notre système productif et alimentaire, etc.

---

[4] Le 8 octobre 2021, le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies a adopté une résolution reconnaissant le droit de l'Homme à un environnement propre, sain et durable comme un droit humain important.

Les propositions issues du sommet sont reprises dans le rapport « L'impact de la Conférence de Stockholm sur le système des Nations Unies : Réflexions sur 50 ans d'action environnementale » (disponible uniquement en anglais) [5]. Et pour la France, le Président Emmanuel Macron a annoncé dans son enregistrement vidéo trois actions prioritaires :

1. Fixer des objectifs de biodiversité d'ici 2030 ;
2. Réorienter les flux financiers publics et privés sur nos objectifs pour le climat et la biodiversité avec un agenda de transparence qui doit s'imposer à tous ;
3. Incarner la solidarité par l'action, car les crises géopolitiques et climatiques s'additionnent : la sortie des énergies fossiles doit être une priorité et nous devons nous mobiliser face aux risques de la sécurité alimentaire.

Stockholm+50 a eu le mérite de diffuser une nouvelle fois des propositions d'actions provenant de multiples parties prenantes qui appellent à agir dès maintenant sous le couvert du GIEC qui nous donne trois années pour agir avant d'atteindre de nouveaux points de non-retour. L'action doit être diffusée dans tous les pays et aller du global jusqu'au local en respectant un principe de responsabilité partagée, mais différenciée qui, comme cela a été rappelé durant la réunion, ne doit pas se baser sur une fracture Nord/Sud, mais bien sur un renouvellement de valeurs universelles. Mais tous ces engagements et recommandations ne font pas l'œuvre d'une déclaration, et encore moins d'un instrument à force contraignante pour les États. Il s'agit d'un Sommet « de bonne volonté », qui, l'avenir nous le dira, sera ou bien la première pierre de la finalisation d'un nouveau programme sur la biodiversité, alors que la poursuite de la Cop15 se fait attendre de manière alarmante, d'un nouvel élan pour la lutte contre le réchauffement, avant le premier bilan mondial en 2023, d'une nouvelle gouvernance onusienne avant le Sommet du Futur de 2023, ou bien le signe que dans une situation géopolitique bouleversée l'élan international se relâche ? Aussi est-il légitime de se demander si cette bonne volonté trouvera un écho dans les politiques des pays du monde les années à venir, notamment concernant les pays qui sont historiquement les principaux responsables du réchauffement climatique ? La rancune des pays pauvres concernant en particulier l'accroissement des inégalités devient lourde de risques de blocage, soyons en conscients. Et quel avenir pour les ODD, d'ailleurs peu évoqués, alors que le constat est édifiant sur notre échec à les atteindre ?

Finalement, ce Sommet aura été plus un rappel historique qu'une répétition générale ; nous sommes, au Comité 21, heureux d'avoir été une des rares organisations françaises à y avoir participé, en cohérence avec notre colloque Rio+30, les deux feront l'objet d'un ouvrage à l'automne prochain, avec une projection d'avenir.

**Bettina Laville, Présidente du Comité 21 et Clara Beauvoir, Cheffe de projet**

---

[5] The Impact of the Stockholm Conference on the UN System: Reflections of 50 Years of Environmental Action. [https://unemg.org/wp-content/uploads/2022/06/UNEP\\_EMG\\_Impact-of-the-Stockholm-Conference-on-the-UN-System-Rev3.pdf](https://unemg.org/wp-content/uploads/2022/06/UNEP_EMG_Impact-of-the-Stockholm-Conference-on-the-UN-System-Rev3.pdf)

---



**National**  
102 avenue des Ternes  
75017 Paris  
Tél. : 01 55 34 75 21  
[comite21@comite21.org](mailto:comite21@comite21.org)

[www.comite21.org](http://www.comite21.org)

[www.comite21grandouest.org](http://www.comite21grandouest.org)

